

luttons culturelles



Un livre de Pierre Naville

Socialisme d'Etat ou socialisme authentique



Elie Kagan

Notre camarade Pierre Naville vient de publier un important ouvrage en deux volumes intitulé *Le salaire socialiste*. Cet ouvrage fait partie du « *Nouveau Léviathan* », dont une première partie, intitulée *De l'aliénation à la jouissance* (sur la genèse de la sociologie du travail chez Marx et Engels), avait paru il y a quelques années.

Dans *Le salaire socialiste*, P. Naville aborde la théorie du régime de « *Socialisme d'Etat* » qui domine en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, et en donne une explication nouvelle. Le premier volume traite des « *rapports de production* » dans ce système. Le second constitue un historique des controverses théoriques portant sur les structures économiques du socialisme avant et après la révolution russe (1).

Nous avons demandé à P. Naville de présenter aux lecteurs de *Tribune Socialiste* cet ouvrage qui mérite un examen attentif.

Tribune Socialiste. — Peux-tu résumer pour nos lecteurs l'essentiel de ton ouvrage ? Il est assez volumineux et nécessite une lecture attentive. Mais les lignes directrices sont claires. D'abord, pourquoi ce titre : « *Le salaire socialiste* » ?

Pierre Naville. — J'ai pensé qu'il résume assez bien la recherche nécessaire. Que signifie en effet le salaire dans les régimes que j'appelle de « *socialisme d'Etat* » ? Les uns pensent que ce n'est qu'une fraction du revenu social global, c'est-à-dire une ristourne à la population active provenant de l'ensemble du profit social. Les autres estiment que c'est tout simplement le prix que l'Etat-entrepreneur paye aux travailleurs pour l'exécution d'une tâche, grâce à un outillage qui ne leur appartient pas. En tout cas, le salariat reste une forme dominante des rapports de production, sauf dans la paysannerie kolkhozienne où il se combine avec des

payements en nature et une part du profit coopératif de l'entreprise. Dans l'ensemble, le système est réglé pour le jeu de l'équivalence des valeurs. Il existe un marché planifié. Le salaire est lui aussi planifié, et la capacité de travail reste une marchandise, dont la valeur est estimée par le plan au lieu de l'être par un marché « libre ». Dans ces conditions, on peut dire que le socialisme d'Etat emprunte de nombreux traits au capitalisme moderne, et d'ailleurs inversement, mais il diffère beaucoup en ce que la classe bourgeoise, les capitalistes privés, ont disparu.

C'est pourquoi j'ai traité d'abord de la question fondamentale pour le monde d'aujourd'hui, qui est l'unité pleine de contradictions du salariat mondial. Contrairement à ce que l'on affirme souvent et partout, les travailleurs salariés du monde entier sont solidaires, malgré la forme

des régimes qui les opposent. Le salariat en régime néo-capitaliste, que nous connaissons bien, suppose l'existence d'une masse de capitaux privés, et de capitaux d'Etat distribués par le budget ainsi que des profits formés dans le secteur public. D'où une opposition essentielle, dont les formes ont d'ailleurs beaucoup changé depuis 50 ans. Dans le socialisme d'Etat, le salariat suppose aussi une masse de profit et de capitaux d'investissements. Mais ceux-ci sont détenus par l'Etat, c'est-à-dire par le parti au pouvoir qui les répartit selon différents plans. D'où une série d'oppositions, d'abord entre des parties prenantes, les salariés eux-mêmes, ce qui crée ce que j'appelle l'exploitation mutuelle. Cette auto-exploitation est entretenue et aggravée pour les classes supérieures, la bureaucratie administrative et politique, qui prélève des revenus différentiels exagérés à la fois pour sa consommation personnelle et pour les investissements nationaux.

Si on examine cela de près, on s'aperçoit que les principes analytiques de Marx permettent d'expliquer ce phénomène. C'est pourquoi j'ai consacré un volume aux controverses théoriques sur cette question depuis Marx. Le salaire socialiste est un fait, et il faut l'expliquer.

T.S. — Les tentatives de « réformes » économiques en U.R.S.S., celles que préconisaient Liberman et d'autres, ne visent-elles pas à modifier cet état de choses ?

P.N. — A modifier certaines règles du fonctionnement des entreprises, oui. Mais ces modifications ont plutôt pour objet de renforcer le système en l'adaptant à des difficultés nouvelles, aux contradictions qui le secouent. Ces contradictions éclatent constamment chez les travailleurs industriels, entre ceux-ci et les kolkhoziens, entre les salariés et la bureaucratie, entre l'intelligentsia et la bureaucratie, etc. Elles trouvent leur racine dans l'exploitation mutuelle qui est l'essence du régime. Faire du taux de plus-value le critère du succès de l'entreprise, même si l'on accorde à celle-ci plus de liberté mercantile dans le choix des clients, dans le volume de l'emploi, dans l'octroi des primes, etc., conduira à exacerber ces contradictions plutôt qu'à les réduire.

T.S. — Crois-tu que les conflits entre socialismes d'Etat par exemple entre la Chine et l'U.R.S.S., ou les expéditions punitives comme celle de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie, peuvent aussi s'expliquer par la situation que tu as décrite ?

P.N. — Oui, en montrant à quelles extrémités peuvent être entraînés des régimes d'Etat

nationaux tous construits d'après la même théorie, le même modèle. Le modèle capitaliste, valable à l'échelle internationale, entraîne des conflits et des guerres entre les Etats. Le modèle du « socialisme dans un seul pays » fait de même à sa manière. Il est poussé à une intégration continentale, mais au profit du plus puissant. L'exploitation mutuelle se manifeste aussi sur le plan international. Mais à ce niveau, des nécessités stratégiques aggravent la situation. Ce serait une erreur de croire que les discours de part et d'autre sur la « fidélité à l'internationalisme prolétarien » révèlent la réalité des choses. Cette réalité est inscrite dans les fondements économiques du socialisme d'Etat. Les contradictions internes au socialisme d'Etat s'inscrivent dans et se combinent avec les contradictions propres au capitalisme actuel. D'où la complexité des situations concrètes. On peut mieux saisir leur racine unique au niveau d'une théorie d'ensemble — c'est ce que j'ai essayé de faire — mais il est beaucoup plus difficile de s'orienter dans les programmes pratiques.

T.S. — Un des chapitres de ton livre est consacré à la « dissolution du salariat ». Qu'entends-tu par là ?

P.N. — J'ai voulu montrer que les trois formes fondamentales du salariat moderne, dans les pays capitalistes industriels avancés, dans les socialismes d'Etat et dans une série de pays du tiers monde, convergent vers une crise générale du salariat qui remet à l'ordre du jour la vieille revendication socialiste : l'abolition du salariat, qui figurait il n'y a encore pas longtemps dans les statuts de la C.G.T. D'une part, les développements du grand capitalisme, et du capitalisme d'Etat, liés aux transformations industrielles comme l'automation, aux transferts de revenus, etc., mettent en cause la relation traditionnelle, ou du moins certaines de ses formes, entre la dépense de travail individuel et le salaire. Les mêmes phénomènes s'observent dans les socialismes d'Etat industriels. D'autre part, dans ces régimes, l'exigence prolétarienne tend de plus en plus à critiquer le régime du salariat, que la bureaucratie dirigeante veut au contraire renforcer, par exemple en l'étendant à la paysannerie. Enfin dans les pays du tiers monde, où la population active salariée est minoritaire, on se demande s'il ne faut pas chercher de nouvelles formes de rémunération. L'extinction du salariat passe par la réalisation des services gratuits de tous à tous. C'est un objectif que nous ne devons pas perdre de vue. Toutes les révolutions nouvelles, comme celle de Cuba, essaient de remettre le problème à l'ordre du jour.

T.S. — C'est cette évolution qui met aussi à l'ordre du jour les problèmes de l'auto-gestion, et même du contrôle ouvrier. Estimes-tu que ces formes de vie et d'activité vont de pair avec la lutte pour le dépérissement du salaire comme moyen d'assurer une existence libre ?

P.N. — Dans ce livre, j'ai essayé de montrer que toutes les luttes menées dans le monde contre les formes modernes du salariat supposaient une prise de contrôle et un type quelconque d'auto-gestion. Si l'autogestion doit correspondre à un principe de gestion analogue à celui qui règle les rapports de production dans le capitalisme et dans le socialisme d'Etat, alors ce n'est pas la peine d'en parler. D'autre part, si l'Etat ne « dépérit » pas, le salariat ne dépérira pas non plus. On doit donc rechercher une nouvelle forme de gestion sociale, et pas seulement économique. Mais pour commencer, il faut savoir à quels régimes nous avons affaire présentement, et c'est pourquoi j'ai fait ce travail, pour nous sortir des discussions souvent superficielles sur la démocratie et la

dictature, ou sur la signification des revendications de salaire. A mon avis, il n'y a pas de contradiction entre l'exigence de meilleurs salaires aujourd'hui et la transformation radicale des rapports sociaux, une révolution à l'Est comme à l'Ouest. C'est d'ailleurs dans cette double perspective que le mouvement ouvrier, socialiste est né et a grandi. C'est une question de mouvement, de lutte.

T.S. — Ce qui veut dire que notre parti, qui s'inscrit dans cette lutte, devra éclaircir ses positions vis-à-vis du régime économique et social en U.R.S.S., en Chine et ailleurs. On ne peut évidemment pas les mettre entre parenthèses, ou s'en occuper séparément du reste.

P.N. — Ce sera aussi ma conclusion.

(1) Le Salaire socialiste. Tome I. *Les rapports de production.* Tome II. *Sur l'histoire moderne des théories de la valeur et de la plus-value.* Editions Anthropos, 2 vol. de 584 et 493 pages, 35 F chaque + taxes.